

Questions orales

● (1450)

[Traduction]

LE PÉTROLE—L'OPPORTUNITÉ DE LA CRÉATION D'UN
OFFICE DE COMMERCIALISATION EN VUE DE LA PARITÉ
DES PRIX PARTOUT AU CANADA

M. Max Saltsman (Waterloo-Cambridge): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Étant donné que le pétrole brut à l'ouest d'Ottawa coûte maintenant moins cher et qu'il continuera espérons-le de coûter moins cher qu'à l'est d'Ottawa, le ministre songe-t-il à établir un office de commercialisation qui achètera le pétrole brut canadien et étranger afin d'établir un prix moyen pour que tous les Canadiens puissent payer la même chose, soit moins qu'à l'heure actuelle, pour le pétrole brut?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Non, monsieur l'Orateur.

* * *

LA FONCTION PUBLIQUE

LES INSTANCES DES INFIRMIÈRES EN VUE DE LA REPRISSE
DES NÉGOCIATIONS—LES ENTRETIENS AVEC LE
PRÉSIDENT DU CONSEIL DU TRÉSOR

M. John A. Fraser (Vancouver-Sud): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au président du Conseil du Trésor. Maintenant que les infirmières qui relèvent du gouvernement fédéral ont eu des entretiens avec certains ministres, comme il l'a mentionné vendredi, le gouvernement a-t-il pris des mesures pour satisfaire aux demandes des infirmières et le ministre a-t-il tenté de rencontrer leurs représentantes?

L'hon. C. M. Drury (président du Conseil du Trésor): Monsieur l'Orateur, je m'entretiendrai demain avec les représentantes de l'Association des infirmières.

* * *

LES RESSOURCES ÉNERGÉTIQUES

LES SABLES BITUMINEUX—L'IMPUTATION À TITRE
D'IMPÔT SUR LE REVENU DES REDEVANCES
PROVINCIALES PAYABLES PAR SYNCRUDE

M. Joe Clark (Rocky Mountain): Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire qui se rattache à une question déjà posée au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Le gouvernement est-il d'accord que les redevances payables par la société Syncrude seront calculées à titre d'impôt anticipé sur le revenu, et le ministre est-il maintenant assuré qu'aucun obstacle fédéral ne subsiste à la réalisation du projet de la société Syncrude?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, cette question relative à ce genre d'impôt relèverait plutôt de la compétence du ministre des Finances.

M. Clark (Rocky Mountain): J'adresse donc ma question au ministre des Finances.

[M. Trudeau.]

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, les quatre ministres représentant le gouvernement de l'Alberta, ainsi que mon collègue, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, et moi-même avons étudié hier les accords survenus entre les sociétés composant le consortium appelé Syncrude et la province de l'Alberta pour voir s'ils pouvaient s'inscrire dans les directives annoncées relatives à la politique fiscale s'appliquant à l'activité minière. De plus, des hauts fonctionnaires se sont réunis hier après-midi. J'ai encore rencontré ce matin M. Gordon Miniely, ministre des Finances de l'Alberta, et nous poursuivrons ces négociations.

* * *

L'AGRICULTURE

LE BŒUF—LES IMPORTATIONS DES É.-U.—LA
PROTECTION DES ÉLEVEURS CANADIENS

M. William C. Frank (Middlesex): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre. En août dernier, lorsqu'il s'est agi d'imposer des restrictions sur les exportations de bœuf vers les États-Unis, le gouvernement a jugé la chose assez importante pour convoquer une réunion spéciale du cabinet avant d'appliquer l'embargo; comment se fait-il, si l'on songe à la situation pénible où se retrouvent maintenant les producteurs canadiens de bœuf, qu'une réunion du cabinet n'ait pas été convoquée avant le week-end dernier pour étudier les mesures qui s'imposent en vue de protéger les producteurs de bœuf?

M. l'Orateur: A l'ordre. La formulation de cette question soulève des doutes. Le député, au lieu de demander un renseignement, présente des faits pour étayer sa position. Le député voudrait-il poser sa question autrement?

M. Frank: Prévoit-on convoquer une réunion spéciale du cabinet comme on l'a fait dans le cas de l'embargo en août dernier?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, les réunions du cabinet sont convoquées à ma discrétion. Quant au choix du moment, c'est une question d'administration interne. Je convoque les réunions lorsque je les juge nécessaires.

M. Frank: Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire à poser au ministre des Finances. Vu la déclaration que le ministre a faite hier selon laquelle il a été en communication constante avec l'Association canadienne des éleveurs de bétail pour discuter de l'imposition de nouveaux tarifs sur le bétail surengraissé et le bœuf abattu importés des États-Unis, et à la lumière du rapport de Statistique Canada faisant état d'une hausse de 7.3 p. 100 de l'indice des coûts de production agricole, le ministre dirait-il à la Chambre si ces réunions ont donné de nouveaux résultats?

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, j'ai communiqué avec mes collègues, le ministre de l'Agriculture et le ministre de l'Industrie et du Commerce. Je tiendrai la Chambre au courant de tout changement de politique éventuel.